



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CP

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. RHODIA  
OPERATIONS des prescriptions complémentaires  
relatives à l'activité de négoce d'acide chlorhydrique  
suite à l'arrêt définitif des certaines activités à SAINT-  
ANDRE**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions préfectorales autorisant la S.A. RHODIA OPERATIONS -  
siège social : 40 rue de la Haie du Coq 93306 AUBERVILLERS - à exploiter une unité de  
production d'hydrogène et de toluène diamine (TDA) ainsi qu'une unité de stockage et de  
distribution d'acide chlorhydrique à SAINT-ANDRE 69, rue Félix Faure ;

VU la modification des activités du fait de l'arrêt définitif de certaines d'entre elles  
notamment de la production d'hydrogène et de toluène diamine (TDA)

VU le rapport du 9 octobre 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la  
recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la  
protection de l'environnement duquel il résulte la nécessité d'encadrer l'activité de négoce d'acide  
chlorhydrique qui subsiste sur le site;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et  
technologiques du Nord lors de sa séance du 21 novembre 2006 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

## TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1.- OBJET DE L'AUTORISATION

#### 1.1.- Activités autorisées

La société RHODIA OPERATIONS SAS dont le siège social est situé 40 rue de la haie Coq à AUBERVILLIERS (93306) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de LA MADELEINE, SAINT-ANDRE et MARQUETTE-LEZ-LILLE, une unité de stockage et de distribution de solution aqueuse d'acide chlorhydrique (HCl) comprenant les installations suivantes :

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTERISTIQUES	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	CLASSEMENT (*)
Stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide	Quantité totale susceptible d'être présente > 250 t : 3029 tonnes - Secteur organique : réservoirs R1510 (1 600 m <sup>3</sup> ) et R3000 (1 000 m <sup>3</sup> )	1611-1	A

- \* AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique.  
A : installations soumises à autorisation  
D : installations soumises à déclaration  
NC : installations non classées

#### 1.2.- Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux prescriptions de l'ensemble des actes administratifs antérieurs réglementant les installations exploitées par la société RHODIA INTERMEDIAIRES sur les communes de LA MADELEINE, SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE et MARQUETTE-LEZ-LILLE à l'exception de celles :

- ✍ de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1987 autorisant l'exploitation d'un réservoir d'acide chlorhydrique de 1 600 m<sup>3</sup> ;
- ✍ de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1993 autorisant l'exploitation de diverses installations en ce qui concerne la seule autorisation du réservoir d'acide chlorhydrique repris à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ;
- ✍ de l'arrêté préfectoral du 5 février 1996 relatif à la remise en état de l'ancien embranchement ferroviaire ;
- ✍ de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1998 imposant la réalisation de diagnostics des sols de l'usine ;
- ✍ de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2002 imposant à la société RHODIA INTERMEDIAIRES des prescriptions relatives à la pollution des sols de son établissement ;
- ✍ de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2003 autorisant l'exploitation de diverses installations en ce qui concerne la seule autorisation des réservoirs d'acide chlorhydrique repris à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ;

- ↳ de l'arrêté préfectoral du 14 août 2003 imposant des prescriptions complémentaires concernant la mise en sécurité des installations arrêtées ;
- ↳ de l'article 53.1 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004, sur la remise d'une étude des dangers spécifique aux installations de réception, de stockage et d'expédition d'acide chlorhydrique,

qui demeurent en vigueur.

## **ARTICLE 2.- CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1.- Plans et documents de référence**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs suivants :

- dossier de demande d'autorisation du 19 avril 1984 ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1987 mentionné à l'article 1.3 du présent arrêté en ce qu'il n'a de contraire aux dispositions du présent arrêté ;
- dossier de demande d'autorisation du 3 décembre 1992 pour ce qui concerne l'installation d'acide chlorhydrique, ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1993 mentionné à l'article 1.3 du présent arrêté en ce qu'il n'a de contraire aux dispositions du présent arrêté ;
- étude des dangers de mai 2005 sur l'installation de dépotage, stockage et chargement d'acide chlorhydrique à 34 %
- dossier du 7 novembre 2005 de demande d'autorisation de modification du poste de chargement des camions en acide chlorhydrique.

### **2.2.- Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords des installations placées sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

### **2.3.- Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

### **2.4.- Propreté**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **2.5.- Limitation des risques de pollution accidentelle**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **2.6.- Contrôles et analyses, contrôles inopinés**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **2.7.- Registre, contrôle, consignes, procédures, documents...**

Les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté doivent être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant au moins cinq ans. Ils devront être transmis à sa demande.

Les prélèvements, analyses, contrôles, échantillonnage,... sont réalisés conformément aux normes reprises en annexe au présent arrêté aux frais de l'exploitant.

## **2.8.- Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation des diverses installations doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits fabriqués, utilisés ou stockés dans les installations.

En particulier, toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant. Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses.

## **2.9.- Accès à l'établissement**

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de deux mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

# **ARTICLE 3.- PRODUITS DANGEREUX**

## **3.1.- Connaissance des produits - étiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le Code du Travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisible le nom des produits ainsi que les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les recommandations et les consignes de sécurité édictées par les fiches de données de sécurité doivent être scrupuleusement respectées par l'exploitant. L'exploitant doit également disposer des produits et matériels cités par ces fiches pour être en mesure de réagir immédiatement en cas d'incident ou d'accident.

### **3.2.- Registre entrée/sortie des produits dangereux**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux (tels que définis par la réglementation relative à la classification et à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de Secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **3.3.- Manipulation des produits dangereux**

Le transport des produits dangereux à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

<b>TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU</b>
---

**ARTICLE 4.- PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU****4.1.- Origine de l'approvisionnement en eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau de ville, à hauteur au maximum de 100 m<sup>3</sup> par jour.

Il n'y a pas de forage de prélèvement d'eau sur le site (hormis les piézomètres de contrôle).

**4.2.- Conception et exploitation des installations de prélèvement**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

**4.3.- Relevés**

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

**4.4.- Protection des réseaux d'eau potable**

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

**ARTICLE 5.- PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES****5.1.- Canalisations de transport de fluides**

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

**5.2.- Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs

collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques...

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à celle des Services d'Incendie et de Secours.

### **5.3.- Capacités de stockage**

Les capacités de stockage doivent être étanches et subir, avant mise en service, réparation ou modification, un essai d'étanchéité sous la responsabilité de l'exploitant. L'étanchéité doit être vérifiée périodiquement.

L'examen extérieur doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse dépasser trois ans (cas des réservoirs calorifugés). Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant doit faire procéder aux réparations nécessaires avant remise en service.

Le bon état des structures supportant les capacités de stockage doit également faire l'objet de vérifications périodiques.

### **5.4.- Rétentions**

#### **5.4.1.- Volume**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).

#### **5.4.2.- Conception**

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. La traversée des capacités de rétention par des canalisations transportant des produits, incompatibles avec ceux contenus dans les réservoirs ou récipients situés dans ladite capacité de rétention, est interdite.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

#### **5.4.3. – Autres dispositions**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des rétentions d'un volume suffisant qui devront être vidées dès qu'elles auront été utilisées. Leur vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

#### **5.5.- Anciens forages - piézomètres**

##### **5.5.1. – Documents**

L'exploitant dispose d'un dossier relatif aux anciens forages F2 et F4 comportant tout élément utile sur leur emplacement et leurs caractéristiques, ainsi que sur les opérations d'obturation réalisées ou prévues.

##### **5.5.2. – Dispositions applicables aux forages et aux puits de contrôle**

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. Les forages sont équipés de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être réalisée.

Le tubage et la crépine des forages sont conçus en matériaux conformes aux règles sanitaires. Les têtes de forage présentent un avant-puits maçonné étanche profond de 1,50 m et surélevé de 0,20 m par rapport au terrain naturel. Le tubage dépasse de 0,30 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

Des rondes de surveillance sont effectuées périodiquement.

Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer les captages. Les eaux contaminées générées par la lutte contre les incendies ne doivent pas pouvoir rejoindre les forages.

Les dispositions de cet article sont également applicables aux puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines (piézomètres).

##### **5.5.3. – Cessation d'utilisation d'un forage**

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation du préfet. Ces dispositions s'appliquent également aux puits de contrôle (piézomètres).



## **ARTICLE 6.- COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **6.1.- Réseaux de collecte**

Tous les effluents aqueux susceptibles d'être pollués doivent être canalisés.

Les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### **6.2.- Bassins de Confinement**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement ou tout autre système présentant des garanties équivalentes. Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

## **ARTICLE 7.- TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **7.1.- Installations de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.

### **7.2.- Dysfonctionnements des installations de traitement**

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

### **7.3.- Limitation des odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

## **ARTICLE 8.- DEFINITION DES REJETS**

### **8.1.- Identification et localisation des effluents**

L'établissement comporte plusieurs catégories d'effluents, à savoir :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ; les eaux de ce type générées sur le secteur organique rejoignent le réseau géré par la Communauté Urbaine de LILLE, réseau aboutissant à la station d'épuration de MARQUETTE-LEZ-LILLE ; celles générées sur le secteur minéral rejoignent soit la Deûle, soit le réseau géré par la Communauté Urbaine de LILLE ;
- les eaux vannes, domestiques ; ces eaux sont évacuées après traitement repris à l'article 9.2., dans le réseau d'assainissement géré par la Communauté Urbaine de LILLE et aboutissant à la station d'épuration de MARQUETTE-LEZ-LILLE ;

Le raccordement à la station d'épuration de MARQUETTE-LEZ-LILLE doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par la Communauté Urbaine de LILLE, telle que prévue à l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique.

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

### **8.2.- Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **8.3.- Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.

### **8.4.- Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus, ils ne doivent pas :

- comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

## **ARTICLE 9.- VALEURS LIMITES DE REJETS**

Les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.

### **9.1.- Eaux exclusivement pluviales**

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
MeS	35
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Azote global	30
Hydrocarbures totaux	5

### **9.2.- Eaux domestiques**

Sans préjudice des dispositions de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique, les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **9.3.- Epandage d'eaux usées ou résiduaires**

L'épandage des eaux usées ou résiduaires est interdit.

## **ARTICLE 10.- CONDITIONS DE REJET**

### **10.1.- Conception et aménagement des ouvrages de rejet**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### **10.2.- Points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la police des eaux.

## ARTICLE 11.- CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux six points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services chargés de la Police des Eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

### **TITRE III - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère, notamment en limitant la pollution de l'air et en optimisant l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

##### **12.1. - Odeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

##### **12.2. - Prévention des envols**

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus.

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 13.- CONDITIONS DE REJET**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

Les points de rejet doivent être éloignés au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion de gaz.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 14.- STOCKAGES D'ACIDE CHLORHYDRIQUE**

Les respirations des réservoirs sont captées et traitées de façon à limiter les rejets d'acide à une concentration de 200 mg/m<sup>3</sup> et un flux de 1 kg/h.

## TITRE IV - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

### ARTICLE 15.- CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

L'établissement est construit, équipé et exploité de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'établissement :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

### ARTICLE 16.- VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

### ARTICLE 17.- APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### ARTICLE 18.- NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB (A)	
	jour 7 heures – 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	nuit 22 heures – 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Limites de propriété	62	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

#### **ARTICLE 19.- CONTROLES DES NIVEAUX SONORES**

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Ces mesures se font aux emplacements prévus à l'article précédent.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

## TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

### ARTICLE 20.- NATURE ET CARACTERISATION DES DECHETS PRODUITS

Les déchets résultant de l'activité normale de l'établissement sont les suivants :

Référence nomenclature (Décret du 18 avril 2002)	Nature du déchet	Filières de traitement réglementairement possibles (1)
15 01 06	Emballages souillés	IS - IE/E
13 08 99*	Huiles usagées	REG - IE/E
16 06 05	Piles et batteries	REG - VAL/E
16 06 01*	Accumulateurs au plomb	REG - VAL/E
20 01 40	Ferrailles	REG - VAL/E
20 01 02	Verre	REG - VAL/E

- (1) VAL : valorisation      REG : regroupement      PCV : physico-chimique de valorisation  
 PC : physico-chimique      PRE : prétraitement      EPA : épandage  
 IE/IS : incinération avec/sans récupération d'énergie  
 DC1/DC2 : décharge de classe 1 / classe 2  
 /E - /I : élimination externe - interne à l'établissement

Les déchets, à l'exception des déchets banals, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centres de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur figurant en annexe.

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans, et après tout changement de procédé. Les analyses effectuées dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable d'un déchet sur son site d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

### ARTICLE 21.- TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

#### 21.1.- Généralités

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il se doit, successivement :

- de limiter à sa source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;



- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- de s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;
- de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

### **21.2.- Stockage temporaire des déchets**

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'Environnement.

Les stockages temporaires, avant valorisation ou élimination des déchets, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements.

### **21.3.- Traitement des déchets**

Les déchets éliminés ou valorisés dans une installation classée ne peuvent l'être que dans une installation autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Le caractère ultime au sens de l'article L. 541-1-III du Code de l'Environnement des déchets éliminés en centre de stockage doit être justifié.

Les déchets d'emballages des produits doivent être valorisés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

## **ARTICLE 22.- COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE**

Il est tenu un registre chronologique de la production et de l'expédition de déchets, conformément aux prescriptions du décret n°2005-635 du 30 mai 2005, éventuellement informatique, dont le contenu est défini dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005.

L'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées un bilan récapitulatif des déchets produits, conformément à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005.

<b>TITRE VI - BILAN ET SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT</b>
--

## **ARTICLE 23.- SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **23.1.- Constitution du réseau**

L'exploitant maintient le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant les puits de contrôle (piézomètres) repris sur le plan annexé au présent arrêté.

Ces puits font l'objet d'un nivellement des têtes. Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

### **23.2.- Analyses des eaux de la nappe**

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...) des relevés du niveau piézométrique de la nappe, des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans les puits suivants : PZ 18, PZ 25 à 27, PZ 35 à 38, PZ49 et 50 ainsi que sur un puits supplémentaire à implanter entre la station de traitement du secteur minéral et la Deûle.

Des analyses des paramètres suivants doivent être effectuées sur les prélèvements :

- ☞ dans les puits du secteur minéral : métaux lourds (dont Pb, As, Cu, Zn),
- ☞ dans les puits du secteur organique : hydrocarbures totaux, toluène, benzène.

Les résultats des mesures doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation. Ces résultats sont accompagnés d'une interprétation des résultats, notamment sur l'éventuelle évolution des paramètres analysés.

### **23.3.- Mise en évidence de pollution**

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

## TITRE VII - PREVENTION DES RISQUES

### ARTICLE 24.- PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Il est interdit :

- ✎ de fumer dans l'établissement (sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de production et dans le respect des réglementations particulières) ;
- ✎ d'apporter des feux nus dans les ateliers et à proximité des installations de stockage ;
- ✎ de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos ;
- ✎ d'apporter toute source potentielle d'inflammation dans les zones ATEX.

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Dans le cas de travaux par points chaud, les mesures minimales suivantes sont prises :

- nettoyage de la zone de travail avant le début des travaux ;
- contrôle de la zone d'opération lors du repli de chantier puis un contrôle ultérieur après la cessation des travaux permettant de vérifier l'absence de feu couvant.

### ARTICLE 25.- AFFICHAGE ET DIFFUSION DES CONSIGNES

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie seront de plus affichées et comporteront au minimum :

- ✎ le numéro de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers : 18,
- ✎ l'accueil et le guidage des secours,
- ✎ les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme NF S 60.303.

## **ARTICLE 26.- LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. (Les ateliers et aires de manipulation de ces produits doivent faire partie de ce recensement).

L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

## **ARTICLE 27.- ELECTRICITE DANS L'ETABLISSEMENT**

### **27.1.- Installations électriques**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur. En particulier, elles doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

### **27.2.- Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

### **27.3.- Matériels électriques de sécurité**

Dans les parties de l'installation visées à l'article « localisation des risques » concernées par le risque "atmosphères explosives", les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

#### **27.4.- Sûreté des installations**

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

En particulier, le réseau instrumentation permettant d'actionner les vannes télécommandées, de commander le fonctionnement des régulateurs, des équipements de mesure et de sécurité, ainsi que de transmettre et de visualiser les informations dans les salles de contrôle, est secouru.

#### **27.5.- Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur de résistance de terre est conforme aux normes en vigueur.

#### **27.6.- Eclairage artificiel et chauffage des locaux**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Les installations de chauffage sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des ateliers et des zones de stockage doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nues est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles.

### **ARTICLE 28.- PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre des installations classées.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au premier alinéa du présent article fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article intitulé « vérification initiale » de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

## **ARTICLE 29.- SUIVI ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS**

### **29.1.- Suivi des équipements**

L'ensemble des équipements tels que les équipements sous pression est conçu et suivi conformément aux réglementations en vigueur.

### **29.2.- Equipements importants pour la sécurité et la sûreté des installations**

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

La liste de ces équipements ainsi que les procédures susvisées sont révisées chaque année au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...).

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté et la sécurité des installations, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

### **29.3.- Matériels et engins de manutention**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués sur des zones spécialement aménagées et situées à une distance supérieure à 10 m de toute matière combustible.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

En dehors des heures d'exploitation, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécifique, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

### **ARTICLE 30.- ARRETS DEFINITIFS D'INSTALLATIONS OU D'EQUIPEMENTS**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

Les équipements ou installations mis à l'arrêt définitif sont alors mis dans un état tel qu'ils ne puissent présenter de risques tant pour les personnes que pour les autres installations du site (notamment, vidange de leur contenu, décontamination, entretien des structures les soutenant...).

## TITRE VIII - ORGANISATION DES SECOURS

### ARTICLE 31.- MOYENS DE SECOURS

#### 31.1.- Dispositions générales

L'exploitant doit disposer ou s'assurer le concours de moyens de secours adaptés (en termes de nature, d'organisation et de moyens) en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre et ce, compte tenu des moyens de secours publics portés à sa connaissance.

#### 31.2.- Système d'alerte

L'exploitant dispose d'un système permettant, en cas d'accident, l'alerte de l'ensemble des personnes présentes sur le site.

#### 31.3.- Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les diverses installations et permettant l'intervention en cas de sinistre ou l'évacuation des personnels jusqu'aux lieux de confinement, doivent être conservés à proximité des dépôts ou des ateliers d'utilisation. En particulier, l'exploitant dispose, en nombre nécessaire, d'appareils respiratoires individuels (A.R.I.) et de masques autonomes avec bouteilles de recharge, combinaisons étanches (notamment pour intervention rapide en cas d'incident sur les stockages de produits toxiques par inhalation), masques à cartouches adaptées aux risques, situés en différents endroits accessibles en toute circonstance y compris en salle de contrôle. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires...) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections de produits dangereux. Cet appareillage est judicieusement réparti notamment dans les zones définies par l'exploitant en fonction des risques encourus (en particulier sur les postes où est mis en œuvre l'acide chlorhydrique).

#### 31.4.- Extincteurs

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme N.F.S. 60100 sont installés sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique.

Les extincteurs doivent être homologués NF MIH.

Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance.

#### 31.5.- Autres moyens

Pour ce qui concerne le risque de contamination du milieu naturel, l'exploitant doit s'assurer du dimensionnement, de la fiabilité et de la disponibilité des moyens dont il dispose pour collecter ou neutraliser, afin d'en maîtriser l'évaporation, un éventuel épandage sur son site d'un liquide dangereux.



L'ensemble des moyens doit être adapté aux sinistres à combattre.

L'exploitant dispose de rideaux d'eau mobiles permettant de limiter l'extension d'éventuels nuages toxiques.

### **31.6.- Vérifications**

L'ensemble des moyens de secours doit être maintenu en permanence en état de fonctionnement et vérifié au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité.

### **31.7.- Formation du personnel**

L'ensemble du personnel doit être formé à la manœuvre des moyens de secours.

Des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles), et aux risques techniques de la manutention doivent être réalisées au moins annuellement.

### **31.8.- Signalisation**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée, conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêt d'urgence,

ainsi que les diverses interdictions.

Les tuyauteries, accessoires et organes de coupure des différents circuits mettant en œuvre des produits dangereux sont repérés et connus du personnel.

### **31.9.- Accessibilité**

Les diverses installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours (voies suffisamment larges et résistantes et d'un gabarit suffisant pour permettre l'accès des moyens d'intervention ainsi que leur manœuvre).

## **ARTICLE 32.- PLAN DE SECOURS**

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- ↳ les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- ↳ pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- ↳ les principaux numéros d'appels ;

- ↳ des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
- \* les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;
  - \* l'état des différents stockages (nature, volume...) ;
  - \* les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
  - \* les voies de desserte et issues de secours ;
  - \* les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
  - \* les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques).

Toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle. En particulier :

- ↳ la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- ↳ leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- ↳ la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- ↳ les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- ↳ les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
- ↳ les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent être disponibles à tout moment sur le site, même en cas de sinistre.

Ce plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'au responsable du centre de secours de Marcq-en-Baroeul. Ce plan d'intervention est par ailleurs tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

### **ARTICLE 33.- MESURE DES CONDITIONS METEOROLOGIQUES**

Au moins une manche à air éclairée est implantée sur le site. Elle(s) doi(ven)t être implantée(s) de manière à ce que, à partir de n'importe quel point du site, il soit possible d'en voir une.

<p style="text-align: center;"><b>TITRE IX – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE RECEPTION, DE STOCKAGE ET D'EXPEDITION D'ACIDE CHLORHYDRIQUE</b></p>
---

#### ARTICLE 34.- DISPOSITIONS GENERALES

##### 34.1.- Couverture des cuvettes de rétention

L'exploitant procédera sous six mois à compter de la date de notification du présent arrêté à la couverture des cuvettes de rétention des deux bacs de stockage d'acide chlorhydrique R1510 et R3000 afin que le périmètre des zones d'effet de l'accident majorant qu'il a défini (rupture guillotine du piquage de soutirage du plus grand réservoir) reste à l'intérieur des limites de propriété du site.

##### 34.2.- Conception des installations

Les stockages et les conduites susceptibles de contenir de l'acide chlorhydrique sont conçus en un matériau suffisamment résistant à l'acide chlorhydrique et à la corrosion.

##### 34.3.- Mode d'exploitation

Les indications des dispositifs de mesure et d'alarme (tels que les détecteurs de chlorure d'hydrogène) et de fonctionnement des organes de sécurité sont reportées au poste de garde. Les équipements pour lesquels il est nécessaire de disposer de la connaissance de leur état final (marche-arrêt, ouvert-fermé...) donnent lieu au report de l'information correspondante sur l'installation.

##### 34.4.- Arrêts d'urgence

Des boutons d'arrêt d'urgence sont judicieusement disposés en différents points des installations dépotage, de stockage et de chargement d'acide chlorhydrique.

##### 34.5.- Détecteurs de chlorure d'hydrogène

Des détecteurs de chlorure d'hydrogène sont judicieusement répartis autour des installations visées par le présent titre.

L'exploitant doit s'assurer de la fiabilité et de la disponibilité des différents détecteurs. Un plan reprenant l'implantation des détecteurs, mis à jour à chaque modification, est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### ARTICLE 35.- APPROVISIONNEMENT EN ACIDE CHLORHYDRIQUE

L'approvisionnement en acide chlorhydrique de l'usine est assuré au moyen de citernes ferroviaires.

### **35.1.- Conception du poste de dépotage**

Le poste de dépotage est protégé des intempéries par un auvent. Il est équipé d'une cuvette de rétention avec écoulement vers une fosse de collecte permettant de retenir à tout moment l'intégralité du chargement d'un wagon. Une pompe de reprise, placée dans la fosse, permet de rejeter les liquides accumulés vers le réseau eaux pluviales. Les pompes de transfert vers le stockage sont situées au-dessus de la rétention.

Tous les circuits et réservoirs ainsi que les organes de collecte (fosse, rétentions...) sont réalisés dans un matériau résistant à l'acide chlorhydrique.

### **35.2.- Exploitation du poste de dépotage**

L'ensemble des opérations de déchargement se fait suivant un mode opératoire affiché à proximité immédiate du poste de dépotage.

Le dépotage n'est réalisé qu'en journée avec présence permanente de personnel RHODIA.

Le transfert est réalisé avec mise en communication des phases gaz de la citerne ferroviaire et du stockage afin d'éviter toute mise à l'atmosphère de vapeurs acides.

Le positionnement de la citerne au poste de déchargement s'effectue en toute sécurité pour les installations. Les mouvements du wagon sont limités par l'installation de dispositifs appropriés (butées...). Les branchements et transferts de produit s'effectuent à partir de véhicules calés. Des taquets placés sur la voie empêchent l'accès à la voie menant au dépotage lorsqu'une citerne ferroviaire est en cours de dépotage.

Le transfert d'acide de la citerne vers le stockage ne pourra être réalisé qu'après :

- \* vérification du contenu de la citerne et contrôle de la couleur de l'acide ;
- \* vérification par l'opérateur que le réservoir de destination (R1510 ou R3000) dispose d'une place vide suffisante pour transférer le contenu de la citerne ;
- \* calage du wagon ;
- \* branchement de la prise de terre au wagon.

La vidange des liquides accumulés dans la fosse de collecte vers le réseau eaux pluviales de l'usine ne pourra être réalisée qu'après contrôle du pH. La commande de la pompe de transfert est manuelle.

## **ARTICLE 36.- VOIES DE STATIONNEMENT DES WAGONS D'ACIDE CHLORHYDRIQUE**

Les quantités présentes sur le site sont limitées aux besoins de réception et d'expédition de l'établissement.

Les wagons d'acide chlorhydrique sont garés sur des voies spécifiques utilisées à ce seul usage.

Les aiguillages commandant l'accès aux voies de stationnement des wagons d'acide chlorhydrique sont verrouillables et maintenus verrouillés dans une position telle qu'ils empêchent l'accès à ces voies en dehors des manœuvres d'arrivée et de départ des wagons.

Une glissière de sécurité pouvant résister au choc d'un poids lourd sépare les voies des wagons de la voie de circulation qui les borde. La vitesse de circulation sur cette voie est limitée à 25 km/h.

Entre deux manœuvres, les wagons sont calés de telle manière à ce qu'ils ne puissent se déplacer de manière intempestive.

## **ARTICLE 37.- STOCKAGE DE L'ACIDE CHLORHYDRIQUE**

### **37.1.- Conception des stockages**

L'acide chlorhydrique destiné à être expédié est stocké sur le secteur organique dans les réservoirs R1510 (1 600 m<sup>3</sup>) et R3000 (1 000 m<sup>3</sup>).

Les réservoirs sont équipés d'un dispositif d'obturation interne du piquage de soutirage, situé en amont de la vanne d'isolement du soutirage. Ce dispositif est manœuvrable à distance. Il fait l'objet d'essais périodiques de bon fonctionnement.

Les matériaux utilisés pour la construction des réservoirs doivent présenter une résistance mécanique et une épaisseur suffisante pour supporter les forces de pression hydrostatiques sur le fond et les parois latérales, les surcharges occasionnelles sur le couvercle (neige notamment). Les réservoirs doivent être conçus pour résister efficacement aux corrosions consécutives à l'action des agents atmosphériques. Les matériaux utilisés doivent être résistants à l'action chimique de l'acide chlorhydrique.

Les accessoires et équipements des réservoirs tels que brides, pieds de bacs doivent être compatibles avec le produit à stocker.

Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils seront placés sur des bâtis ou supports construits dans les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique; ils sont maintenus à l'abri de toutes corrosions. Toutes dispositions doivent être prises pour qu'en aucun cas le heurt d'un véhicule ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. Les réservoirs situés en surélévation sont installés de manière telle qu'on puisse facilement circuler et déceler tout suintement ou fuite et y remédier.

Toutes dispositions sont prises pour limiter au maximum le rejet à l'air libre des acides et anhydrides, excepté dans le cas des purges au cours des opérations de branchement/débranchement des récipients.

Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt de manière qu'en cas d'intervention des pompiers ceux-ci soient prévenus du danger que présente la projection sans précautions d'eau sur les acides et anhydrides concernés. Il précisera explicitement les moyens spécifiques d'extinction à employer.

### **37.2.- Sécurité des réservoirs**

Les réservoirs devront faire l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois. Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques...) seront mises en œuvre. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, on doit procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier. Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes doit régulièrement être effectué. Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des matériaux susceptible d'être accompagnée de dégagement gazeux. Le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs, si tel est le cas, doit également faire l'objet de vérifications. Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### **37.3.- Exploitation des réservoirs**

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de telle sorte à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Elles s'effectuent sous la conduite d'une personne dûment habilitée à cet effet, pendant les opérations de transfert.

La vidange en service normal se fait, soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par un siphonnage avec dispositif à poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manœuvrer ou tout autre dispositif susceptible de satisfaire à l'objectif de prévention de débordement.

Suivant les cas, un dispositif doit permettre de manœuvrer à distance le tampon de sécurité ou bien un dispositif antisiphon, commandé à distance, apposé sur la canalisation pour être utilisé en cas d'accident ou d'incident au robinet d'arrêt pendant les opérations de vidange.

L'alimentation des réservoirs s'effectue au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide; le bon état des canalisations doit être vérifié fréquemment.

Toute possibilité de débordement de réservoirs, de fûts métalliques ou containers, en cours de remplissage est évitée soit en apposant un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

Les événements, les trous de respiration et, en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, doivent avoir un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

### **37.4.- Cuvette de rétention**

Les réservoirs sont associés à des capacités de rétention conformes aux dispositions de l'article 4.4.

## **ARTICLE 38.- EXPEDITION DE L'ACIDE CHLORHYDRIQUE**

### **38.1.- Conception du poste de chargement**

L'expédition de l'acide chlorhydrique est réalisée par citernes routières par l'intermédiaire d'un poste chargement spécifique. Ce poste est protégé par un auvent.

Le poste de chargement est équipé d'un réseau de collecte des égouttures relié à une cuvette de rétention suffisamment dimensionnée. Cette cuvette est équipée pour neutraliser l'acide chlorhydrique en cas de fuite lors des opérations de transfert. Le contenu de cette cuvette est récupéré et traité selon la filière adaptée.

Des dispositions garantissent que les branchements de la phase liquide et gazeuse ne peuvent être intervertis.

Des boutons d'arrêt d'urgence permettent l'arrêt immédiat du chargement de la citerne.

### **38.2.- Exploitation du poste de chargement**

L'ensemble des opérations de chargement se fait suivant un mode opératoire affiché à proximité immédiate des postes.

Le chargement n'est réalisé qu'en journée avec présence permanente de personnel RHODIA.

Le positionnement de la citerne au poste de chargement s'effectue en toute sécurité pour les installations. Les mouvements de la citerne routière sont limités par l'installation de dispositifs appropriés (butées...). Les branchements et transferts de produit s'effectuent à partir de véhicules calés.

Le transfert de l'acide chlorhydrique vers la citerne ne pourra être réalisé qu'après vérification du bon nettoyage de la citerne.

### **ARTICLE 39.- MOYENS DE SECOURS**

Le matériel d'intervention doit comprendre, au minimum, les équipements de protection individuelle suivants en nombre suffisant :

- \* combinaisons de protection chimique de type EN adaptée aux risques,
- \* appareils respiratoires autonomes et isolants,
- \* gants et lunettes de protection.

L'exploitant dispose à proximité de l'installation d'une réserve d'eau en quantité suffisante pour assurer dans les meilleurs délais tout abattage de vapeurs d'acide chlorhydrique en cas de fuite accidentelle.

Il dispose également du système nécessaire pour établir dans les meilleurs délais un rideau d'eau pour faire barrage à la diffusion d'un nuage d'acide chlorhydrique.

## TITRE X - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### ARTICLE 40.- DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

#### 40.1.- Echancier

ARTICLE	OBJET	DELAI
34.1.	Couverture des cuvettes de rétention des réservoirs de stockage d'acide chlorhydrique (R1510 et R3000)	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté

#### 40.2.- Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet ;
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- du SIRACED-PC ;
- de l'Inspection des Installations Classées

#### 40.3.- Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

#### 40.4.- Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement. Cette remise en état doit être conforme aux prescriptions des articles 34.1 à 34.6 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

En particulier, au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée :

- les alimentations de fluides (eau, vapeur, électricité...) des installations concernées par cet arrêt doivent être coupées ;



- les éventuels circuits de procédé doivent être purgés et mis en sécurité (neutralisation...) avant démantèlement ;
- les cuves concernées par l'arrêt de l'installation et ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées ; elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre, ...) ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets issus de l'arrêt de cette installation doivent être valorisés ou évacués par des filières respectant la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 41**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

#### **ARTICLE 42**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et - sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les maires de SAINT-ANDRE , LA MADELEINE et MARQUETTE LEZ LILLE,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SAINT-ANDRE , LA MADELEINE et MARQUETTE LEZ LILLE,

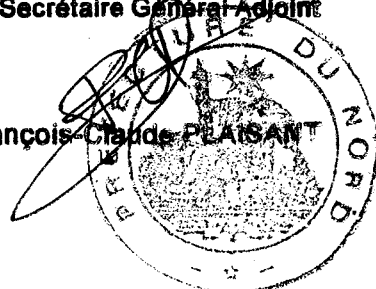
et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

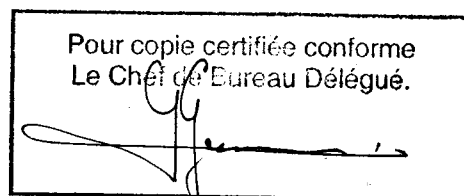
FAIT à LILLE, le 22 JAN. 2007

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT



PJ : 2 annexes



G. GENNEQUIN

NORMES DE MESURES

Eventuellement, l'analyse de certains paramètres pourra exiger le recours à des méthodes non explicitement visées ci-dessous.

En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans un délai de 6 mois suivant la publication.

POUR LES EAUX :Échantillonnage

Conservation et manipulation des échantillons .....	NF EN ISO 5667-3
Etablissement des programmes d'échantillonnage .....	NF EN 25667-1
Techniques d'échantillonnage .....	NF EN 25667-2

Analyses

pH .....	NF T 90 008
Couleur .....	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totales .....	NF EN 872
DBO 5 (1) .....	NF T 90 103
DCO (1) .....	NF T 90 101
COT (1) .....	NF EN 1484
Azote Kjeldahl .....	NF EN ISO 25663
Azote global .....	représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates
Nitrites (N-NO <sub>2</sub> ) .....	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777
Nitrates (N-NO <sub>3</sub> ) .....	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90 045
Azote ammoniacal (N-NH <sub>4</sub> ) .....	NF T 90 015
Phosphore total .....	NF T 90 023
Fluorures .....	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1
CN (aisément libérables) .....	ISO 6 703/2
Ag .....	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Al .....	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
As .....	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885
Cd .....	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr .....	NF EN 1233, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr <sub>6</sub> .....	NFT 90043
Cu .....	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Fe .....	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Hg .....	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Mn .....	NF T 90 024, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Ni .....	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Pb .....	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Se .....	FD T 90 119, ISO 11885
Sn .....	FD T 90 119, ISO 11885
Zn .....	FD T 90 112, ISO 11885
Indice phénol .....	XP T 90 109

Hydrocarbures totaux.....	NF T 90 114
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).....	NF T 90 115
Hydrocarbures halogénés hautement volatils.....	NF EN ISO 10301
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX) .....	NF EN 1485

(1) Les analyses doivent être effectuées sur échantillon non décanté

### POUR LES GAZ

#### *Emissions de sources fixes :*

Débit .....	ISO 10780
O <sub>2</sub> .....	FD X 20 377
Poussières .....	NF X 44 052 puis NF EN 13284-1 *
CO .....	NF X 43 300 et NF X 43 012
SO <sub>2</sub> .....	ISO 11632
HCl .....	NF EN 1911-1, 1911-2 et 1911-3
HAP .....	NF X 43 329
Hg .....	NF EN 13211
Dioxines .....	NF EN 1948-1, 1948-2 et 1948-3
COVT.....	NF X 43 301 puis NF EN 13526 et NF EN 12619
Odeurs .....	NF X 43 101, X 43 104 puis NF EN 13725*
Métaux lourds.....	NF X 43-051
HF .....	NF X 43 304
NOx .....	NF X 43 300 et NF X 43 018
N <sub>2</sub> O.....	NF X 43 305

\* : dès publication officielle

#### *Qualité de l'air ambiant :*

CO .....	NF X 43 012
SO <sub>2</sub> .....	NF X 43 019 et NF X 43 013
NOx .....	NF X 43 018 et NF X 43 009
Hydrocarbures totaux.....	NF X 43 025
Odeurs .....	NF X 43 101 à X 43 104
Poussières .....	NF X 43 021 et NF X 43 023 et NF X 43 017
O <sub>3</sub> .....	XP X 43 024
Pb .....	NF X 43 026 et NF X 43 027

# PLAN D'IMPLANTATION DES PUIITS DE CONTROLE

*Implantation des piézomètres  
et forages étude des sols*

